



ASIE DU SUD-EST

La région indo-pacifique connaît une évolution rapide et, étant donné qu'elle abrite plus de 50 % de la population mondiale, devient incontournable sur le plan géostratégique. Deux tiers des échanges commerciaux internationaux par conteneurs transitent par la région indo-pacifique, et ses voies maritimes sont d'importantes voies commerciales et d'approvisionnement énergétique. La stratégie de l'Union pour la coopération dans la région indo-pacifique a été adoptée en septembre 2021 afin d'accroître le rôle de l'Union dans la région et d'établir des partenariats, dans le but de renforcer l'ordre international fondé sur des règles et de relever les défis mondiaux. L'Union adapte ses instruments actuels afin de renforcer son [autonomie stratégique](#). [Sa boussole stratégique pour la sécurité et la défense](#), officiellement approuvée par le Conseil en mars 2022, promeut une architecture de sécurité régionale ouverte et fondée sur des règles, et prévoit la sécurisation des routes maritimes, le renforcement des capacités et une plus grande présence navale dans la région indo-pacifique.

L'Union européenne s'emploie à tisser des liens plus étroits avec les pays d'Asie du Sud-Est et à promouvoir l'intégration régionale avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cette région est source de préoccupations d'ordre géostratégique, telles que le différend en mer de Chine méridionale ou la question de Taiwan, et de préoccupations liées à l'environnement, notamment dans la sous-région du Mékong. L'Union est un acteur économique de poids en Asie du Sud-Est et un important bailleur de fonds d'aide au développement, œuvrant au renforcement des institutions, de la démocratie, de la bonne gouvernance et des Droits de l'homme. L'Union a mobilisé plus de 800 millions d'euros pour lutter contre la pandémie de COVID-19 dans la région et en atténuer les incidences socio-économiques.

La présente fiche thématique décrit la région d'Asie du Sud-Est. Voir également les fiches thématiques consacrées à l'Asie du Sud ([5.6.7](#)) et à l'Asie orientale ([5.6.8](#)).

BASE JURIDIQUE

- Titre V (action extérieure de l'Union) du traité sur l'Union européenne;
- Articles 206 et 207 (commerce) et articles 216 à 219 (accords internationaux) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
- Accords de partenariat et de coopération (relations bilatérales).



A. Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

Le premier sommet de l'ASEAN, qui s'est tenu en février 1976 à Bali, a réuni l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Depuis, le Brunei, le Viêt Nam, le Laos, le Cambodge et le Myanmar/la Birmanie ont adhéré à l'ASEAN. Cette association applique une politique stricte de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres.

Dans un contexte géopolitique difficile, l'Union et l'ASEAN sont des partenaires qui partagent les mêmes valeurs et sont convaincus de la nécessité d'un multilatéralisme fondé sur des règles. En [45 années de coopération](#), l'ASEAN et l'Union ont noué des relations solides, principalement dans les domaines du commerce et de l'économie, et sont aujourd'hui des partenaires stratégiques. L'Union est le deuxième partenaire économique de l'ASEAN et représente 13 % du total de ses échanges commerciaux avec le reste du monde. L'ASEAN est, après les États-Unis et la Chine, le troisième partenaire non européen de l'Union. L'objectif ultime reste l'établissement d'un accord de libre-échange interrégional entre l'Union et l'ASEAN.

La dernière réunion ministérielle UE-ASEAN, qui s'est tenue en juillet 2021, s'est conclue par un accord visant à renforcer le partenariat stratégique approuvé en décembre 2020. Les deux blocs s'engagent désormais à tenir régulièrement des réunions au niveau des dirigeants afin d'accroître leur coopération économique et en matière de sécurité, et d'améliorer leurs relations dans des domaines tels que la connectivité et le développement. L'Union européenne et l'ASEAN sont déterminées à redoubler d'efforts pour créer un cadre pratique pour un accord de libre-échange interrégional. Les deux parties étudient la possibilité d'un partenariat en matière de connectivité, compte tenu de la stratégie de l'Union visant à relier l'Europe à l'Asie et du schéma directeur pour la connectivité de l'ASEAN 2025. Elles ont également convenu de lancer un groupe de travail conjoint pour relever les défis liés à la réalisation des objectifs de développement durable dans le secteur de l'huile végétale, en particulier de l'huile de palme. La 29^e réunion du comité mixte de coopération ASEAN-UE s'est tenue en février 2022. Les deux parties ont souligné le rôle central que l'ASEAN et l'Union jouent dans les affaires régionales et mondiales. Elles ont tiré le bilan de la quatrième année de mise en œuvre du plan d'action UE-ASEAN 2018-2022, à savoir que plus de 88 % des lignes d'action ont été menées à bien ou sont en cours d'exécution. Elles ont également exprimé leur souhait que le prochain plan d'action 2023-2027 soit rapidement finalisé.

Les 17^{es} consultations entre les ministres de l'économie de l'ASEAN et le commissaire européen au commerce se sont tenues le 14 septembre 2021. Les deux parties ont soutenu le programme ASEAN-UE en matière de commerce et d'investissements 2021-2022 et ont réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération économique et de définir les paramètres du futur accord de libre-échange ASEAN-UE.

Dans le cadre du nouveau partenariat stratégique ASEAN-UE, l'Union européenne entend continuer à promouvoir la dimension parlementaire des relations, notamment en soutenant des échanges plus structurels et en agissant en faveur d'une assemblée parlementaire paritaire entre le Parlement européen et l'Assemblée interparlementaire de l'ASEAN (AIPA), afin d'assurer la responsabilité démocratique et de mettre en place



une enceinte d'échanges multilatéraux au sein de laquelle les questions d'importance mondiale pourraient être abordées. Le 14 juin 2021, la délégation ASEAN a organisé une réunion afin d'échanger avec les pays de l'ASEAN et avec le Service européen pour l'action extérieure sur la question du partenariat stratégique ASEAN-UE et sur la stratégie indo-pacifique de l'Union européenne. Le 22 juin 2021, le dialogue parlementaire interrégional PE-AIPA inaugural s'est tenu, afin de débattre de l'avenir des relations commerciales ASEAN-UE et des effets de la pandémie de COVID-19.

Le [partenariat économique global régional \(RCEP\)](#), signé en novembre 2020, est entré en vigueur en janvier 2022. Le RCEP, qui regroupe les 10 États membres de l'ASEAN et cinq partenaires du bloc Asie-Pacifique, est le plus grand accord de libre-échange au monde. Il couvre plus de la moitié des exportations de la planète et près d'un tiers du PIB mondial. Il concerne la plupart des secteurs économiques, environ 90 % des biens devant être échangés en franchise de droits. La majorité de ces biens bénéficient déjà d'un tel avantage en raison des différents accords entre les pays parties au RCEP. Il pourrait falloir jusqu'à vingt ans pour mettre en place les réductions de droits de douane restantes. Le Cambodge, le Laos et le Myanmar/la Birmanie présentent des périodes de transition plus longues. Les secteurs sensibles, comme l'agriculture, sont généralement exclus des réductions de droits de douane. Les parties au RCEP devraient bénéficier de règles d'origine communes, de la suppression des contingents à l'exportation, de procédures douanières simplifiées et d'un accès transfrontalier facilité aux zones franches. Les matières premières, les machines, les véhicules à moteur et les produits de consommation seront probablement parmi les principaux secteurs en croissance.

B. Dialogue Europe-Asie (ASEM) et partenariat parlementaire Asie-Europe (ASEP)

L'ASEM vise à renforcer la coopération économique, à favoriser le dialogue politique et à promouvoir le rapprochement entre les peuples de l'Union et d'Asie. Les pays partenaires ont récemment souligné la nécessité d'adopter des mesures rapides et efficaces dans les domaines de la lutte contre le changement climatique, de la coopération en matière de sécurité, des échanges commerciaux et des Droits de l'homme.

En novembre 2021, le Cambodge a accueilli le 13^e sommet de l'ASEM et la 11^e réunion de l'ASEP. Le 13^e sommet de l'ASEM avait pour objectif de renforcer le multilatéralisme afin de partager la croissance, en mettant l'accent sur les questions mondiales telles que le réchauffement climatique, le développement durable et le terrorisme, et d'améliorer le système commercial multilatéral. La 11^e réunion de l'ASEP s'inscrivait dans ce thème global et a constitué l'un des événements secondaires du 13^e sommet de l'ASEM. Il a traité du renforcement du partenariat parlementaire pour la paix et le développement durable dans la période post-COVID-19.

C. Indonésie

Membre du G20, l'Indonésie est la troisième démocratie la plus peuplée de la planète et le plus grand pays à majorité musulmane du monde. C'est un partenaire de plus en plus important pour l'Union européenne. Leur collaboration est fondée sur un accord de partenariat et de coopération (APC) datant de 2014. La réunion du comité mixte



UE-Indonésie de juin 2021 a représenté une avancée dans la coopération bilatérale en cours dans le cadre de l'APC. Les dirigeants ont souligné l'importance du renforcement et de la mise en œuvre des objectifs mondiaux de la communauté internationale dans la coopération indo-pacifique et ont renouvelé leur engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans la mise au point d'un programme environnemental conjoint.

L'Indonésie et l'Union ont tenu la [sixième réunion de leur comité mixte en juillet 2022](#) à Bali pour réexaminer leurs relations bilatérales. Elles se sont réjouies de la reconnaissance mutuelle, depuis mai 2022, de leurs certificats de vaccination contre la COVID-19. Le [sixième dialogue sur la politique de sécurité avait eu lieu en novembre 2021](#), tandis que le sixième dialogue politique s'est tenu en mars 2022. L'Indonésie a manifesté son souhait de faciliter la mobilité et l'entrée sur le territoire de l'Union, grâce à une libéralisation du régime des visas Schengen pour les séjours touristiques et d'affaires depuis l'Indonésie. L'Indonésie et l'Union ont réaffirmé leur attachement à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et ont déploré l'agression menée par la Russie. Les deux partenaires se sont félicités de la visite du président Joko Widodo à Kiev et à Moscou. Ils ont soutenu l'[initiative céréalière de la mer Noire](#), accord conclu en juillet 2022 entre la Russie, l'Ukraine, la Turquie et les Nations unies, qui vise à faciliter le transport sûr de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens. Ils se sont une nouvelle fois engagés à consolider l'esprit de multilatéralisme et le respect du droit international en vue de la paix et de la stabilité. Enfin, ils ont convenu de poursuivre leur partenariat profitable aux deux parties dans les domaines de la sécurité, y compris maritime, des opérations de maintien de la paix, de la cybersécurité et de la lutte contre le terrorisme.

L'Indonésie a encouragé la poursuite des échanges de connaissances et des consultations sur la coopération en matière de sécurité et de défense, grâce aux programmes de l'Union «Renforcer la coopération en matière de sécurité en Asie et avec l'Asie» et «Routes maritimes critiques dans l'océan Indien». Les deux parties se sont réjouies de la programmation d'un exercice naval conjoint et de l'adhésion de l'université indonésienne de défense au Collège européen de sécurité et de défense en tant que membre associé. Lors de la réunion du comité mixte de juillet 2022, elles ont évoqué la réunion du groupe de travail sur le commerce et l'investissement d'avril 2022, qui s'est penchée sur le commerce et les investissements bilatéraux. Elles ont exprimé leur souhait d'accélérer les [négociations en cours sur un accord de partenariat économique global UE-Indonésie](#).

En juin 2021, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a [publié un document](#) concernant le différend relatif aux biocarburants, notamment à l'huile de palme, entre l'Union et l'Indonésie. En décembre 2019, l'Indonésie a engagé une action devant l'OMC contre l'Union européenne en raison de certaines mesures relatives à l'huile de palme et aux biocarburants à base d'huile de palme. L'Indonésie soutient que les restrictions imposées par l'Union sur ces biocarburants sont injustes et discriminatoires, et souhaite des consultations sur ce différend dans le cadre de l'OMC. Ces consultations se sont tenues le 19 février 2020, mais n'ont pas réussi à régler le litige. En mars 2020, l'Indonésie a donc demandé à l'organisme de règlement des différends de l'OMC de nommer un comité chargé d'examiner ce dossier. L'OMC n'a



pas encore pris de décision, mais on suppose que celle-ci interviendra d'ici la fin de l'année 2022. Néanmoins, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a causé une pénurie mondiale d'huile alimentaire, qui pourrait aider l'Indonésie à regagner des parts sur le marché de l'huile de palme dans l'Union. Quelle que soit la décision de l'OMC, l'Union souhaite soigner sa réputation et conclure de nouveaux accords, aussi en raison de [la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine](#). Certaines analyses prédisent une forte hausse des importations d'huile de palme dans l'Union au cours des prochaines années.

L'Union est le troisième partenaire commercial de l'Indonésie, avec un volume d'échanges de biens de 20,6 milliards d'euros en 2020 et un excédent de 6,2 milliards d'euros en faveur de l'Indonésie. Les stocks d'investissements directs étrangers de l'Union en Indonésie s'élèvent à 25,8 milliards d'euros.

L'Indonésie a tenu ses élections présidentielles, législatives et régionales en même temps en avril 2020. Joko Widodo (Parti démocratique indonésien) a été réélu pour un second mandat. La crise de la COVID-19 a remis en question son autorité et sa grande popularité. Le gouvernement a accordé la priorité au développement des infrastructures, avec l'aide d'investissements étrangers et privés. Toutefois, les décisions politiques ont avant tout visé la relance après la pandémie de COVID-19.

La prochaine élection présidentielle est prévue pour 2024. Le président Widodo va très probablement se présenter pour un troisième mandat. L'année qui vient de s'écouler a vu plusieurs remaniements ministériels.

Lorsque Joko Widodo a annoncé son intention de bâtir une nouvelle capitale, il a promis une métropole radieuse, écologique et à la pointe de la technologie. L'avenir de ce projet, au budget de 30 milliards d'euros, dépendra du résultat des élections de février 2024. La construction de Nusantara devrait se poursuivre jusqu'en 2045, pour le centenaire de l'indépendance de l'Indonésie. Cette nouvelle capitale sera située à Bornéo, région connue pour sa vaste forêt tropicale et sa faune sauvage, notamment ses orangs-outans et ses nasiques. Le projet pourrait donc avoir un coût environnemental important. Le gouvernement a promis de redistribuer les richesses et de promouvoir le développement d'autres régions d'Indonésie.

L'Indonésie assure la présidence du G20 cette année. Les divisions entre les pays du G20 sur le droit de la Russie à un siège au sein de cette instance attirent fortement l'attention. La Russie a été invitée au sommet de Bali en novembre 2022, tout comme l'Ukraine. Toutefois, Vladimir Poutine n'y a pas assisté, tandis que Volodymyr Zelensky a participé à distance.

En octobre 2019, le Parlement a adopté [une résolution sur le nouveau code pénal proposé en Indonésie](#). Il y fait part de ses inquiétudes face aux dispositions sur le blasphème et l'adultère, ainsi que face au risque que ce nouveau code pénal soit utilisé contre les minorités et autorise la discrimination fondée sur le sexe, la religion et l'orientation sexuelle. À la suite de manifestations de milliers de personnes dans le pays, le président Widodo a décidé de retarder l'adoption du code pénal, décision que le Parlement européen a saluée.



D. Myanmar/Birmanie

L'Union européenne a joué un rôle actif dans le processus de transition démocratique au Myanmar/en Birmanie et a pris la tête de la communauté internationale pour reprendre le dialogue en 2015, lorsque ce pays a commencé à rétablir la démocratie et à s'ouvrir au monde. Il n'existe pas d'accord-cadre formel en raison de décennies d'isolement et de sanctions internationales.

La constitution du Myanmar/de la Birmanie, rédigée par un gouvernement militaire et adoptée par référendum en 2008, réduit le champ d'action du gouvernement civil et accorde un pouvoir exceptionnel à l'armée, qui se voit accorder 25 % des sièges du Parlement ainsi que le contrôle des principaux ministères responsables de la sécurité et de l'administration territoriale. Le Myanmar/la Birmanie est toujours le théâtre d'une guerre civile qui dure depuis 1948. Un cessez-le-feu a été conclu en octobre 2015, mais un certain nombre de groupes ethniques insurgés ont refusé de le signer. Les réformes démocratiques ont avancé après les élections de 2015, à la suite desquelles Aung San Suu Kyi a occupé les fonctions de conseillère d'État, de ministre des affaires étrangères et de ministre du cabinet de la présidence. Les dernières élections législatives ont eu lieu le 8 novembre 2020. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, parti au pouvoir, a remporté suffisamment de sièges au parlement pour former un gouvernement.

Toutefois, en février 2021, l'armée a pris le pouvoir lors d'un coup d'État et a placé en détention Aung San Suu Kyi, le président U Win Myint et d'autres personnalités importantes de la LND en réaction à une prétendue fraude électorale. Le général Min Aung Hlaing, commandant en chef de l'armée, a été nommé à la tête de la junte militaire. Des poursuites ont été engagées contre Aung San Suu Kyi et d'autres hauts dirigeants de la LND. Ces événements ont donné lieu à des protestations en faveur de la démocratie, et des affrontements avec l'armée ont fait des morts et des blessés graves.

L'Union européenne, de même que d'autres acteurs internationaux, a fait de nombreuses déclarations sur le Myanmar/la Birmanie et imposé des sanctions à la junte et aux organismes détenus par l'armée. En février 2021, le Conseil a [adopté des conclusions](#) condamnant le coup d'État militaire et appelant à un apaisement de la crise, à la cessation immédiate de l'état d'urgence, au rétablissement du gouvernement légitime et à la libération immédiate de toutes les personnes qui ont été arrêtées et placées en détention dans le cadre du coup d'État. En mars, avril et juin 2021, le Conseil a imposé des sanctions aux individus responsables du coup d'État militaire et a élargi les sanctions aux entreprises et organismes contrôlés par l'armée.

En avril 2021, le Vice-président de la Commission et Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (VP/HR) a [publié une déclaration](#) relative au [consensus en cinq points](#) obtenu lors de la réunion des dirigeants de l'ASEAN en Indonésie, visant à soutenir l'envoyé spécial de l'ASEAN. En octobre 2021, le VP/HR a exhorté le Myanmar/la Birmanie à interagir de façon constructive avec l'ASEAN. Cependant, le Myanmar/la Birmanie a publié un communiqué de presse rejetant la demande de rencontre avec Aung San Suu Kyi de l'envoyé spécial de l'ASEAN. En février 2022, le Conseil a approuvé un [quatrième train de sanctions](#) contre



des membres de haut rang de la Tatmadaw (forces armées) et des entités telles que la Myanma Oil and Gas Enterprise.

Le total des échanges entre les deux partenaires a atteint 3,1 milliards d'euros en 2020. En tant que pays faisant partie des moins avancés, le Myanmar/la Birmanie bénéficie de l'initiative commerciale «Tout sauf les armes» dans le cadre du système de préférences généralisées (SPG). Le Myanmar/la Birmanie fait l'objet d'une procédure appelée «engagement renforcé» qui veille à sa conformité avec les exigences de base du règlement SPG. L'Union a alloué 688 millions d'euros au Myanmar/à la Birmanie pour la période 2014-2020. Malgré le récent coup d'État, la Commission s'est jusqu'à présent montrée réticente à l'introduction de restrictions commerciales du fait des retombées pour la population du Myanmar/de la Birmanie et de l'incidence limitée sur l'armée. Le [programme indicatif pluriannuel 2021-2027 de l'Union](#) s'appuie sur des priorités spécifiques pour le Myanmar/la Birmanie: la gouvernance, l'état de droit, la croissance durable, l'aide aux personnes déplacées, le pacte vert pour l'Europe et la stratégie numérique.

Le pays connaît [une hausse alarmante](#) du nombre de condamnations à mort depuis le coup d'État militaire de février 2021. On suppose toutefois qu'aucune exécution n'a eu lieu jusqu'en juillet 2022, date de l'annonce par la junte militaire de la mise à mort de quatre hommes condamnés au titre de la loi de 2014 sur la lutte contre le terrorisme.

Les [statistiques des Nations unies](#) de mai 2022 dénombrent à présent un million de personnes déplacées à l'intérieur du Myanmar/de la Birmanie. Les derniers chiffres estiment à plus de 1 900 le nombre de personnes assassinées par l'armée depuis le coup d'État.

Le Myanmar/la Birmanie est par ailleurs en proie à une escalade des tensions intercommunautaires. En août 2020, la quatrième réunion de la conférence de paix de l'Union, dite «conférence de Panglong du XXI^e siècle», a repris. Cette conférence visait à résoudre les affrontements entre les groupes militaires et les groupes ethniques insurgés, en transformant un accord national de cessez-le-feu en règlement durable du conflit.

Le Myanmar/la Birmanie se situait à la 166^e place sur 167 pays dans [l'indice de démocratie de 2021](#). Les violations des Droits de l'homme constituent une préoccupation majeure, en particulier les persécutions dont sont victimes les Rohingyas dans l'État de Rakhine. Depuis août 2017, plus de 800 000 Rohingyas ont fui le Myanmar/la Birmanie et ses persécutions pour trouver refuge au Bangladesh. En août 2019, des milliers de réfugiés se sont opposés aux tentatives du Bangladesh, du Myanmar/de la Birmanie et des Nations unies de les rapatrier pour des raisons de sécurité. [Le Parlement européen a condamné les violations des Droits de l'homme commises contre les Rohingyas dans sa résolution de septembre 2019](#). En février 2021, le Parlement a adopté [une résolution](#) condamnant fermement le coup d'État militaire et les violations des Droits de l'homme, et demandant à la junte de rétablir le gouvernement civil et de libérer immédiatement toutes les personnes détenues.

En octobre 2021, le Parlement a adopté [une résolution](#) condamnant les violations des Droits de l'homme, les discriminations actuelles envers les minorités ethniques, l'usage de la violence par la junte contre ses citoyens et l'attaque menée par l'armée



contre les professionnels de santé et les infrastructures médicales. Le Parlement a également exhorté le Myanmar/la Birmanie à coopérer avec l'envoyé spécial de l'ASEAN et a demandé au Conseil de maintenir les sanctions ciblées contre les personnes responsables du coup d'État militaire de février 2021.

En mars 2022, le Parlement a adopté [une résolution sur le Myanmar/la Birmanie, un an après le coup d'État](#), dans laquelle il réaffirme sa position sur ce pays. L'Union a alloué un million d'euros supplémentaires au mécanisme d'enquête indépendant des Nations unies pour le Myanmar/la Birmanie, organe créé en 2018 par le Conseil des Droits de l'homme des Nations unies pour rassembler des éléments de preuve sur les violations des Droits de l'homme.

E. Philippines

L'Union et les Philippines ont signé un accord de partenariat et de coopération (APC) en 2011, qui est entré en vigueur en mars 2018. Le [premier comité mixte](#) s'est réuni à Bruxelles le 28 janvier 2020 et a créé des sous-comités spécialisés qui permettent aux Philippines et à l'Union de tirer pleinement parti de la coopération, en vue de porter les relations bilatérales à un niveau supérieur et de renforcer les liens. Par ailleurs, en août 2021, les Philippines se sont vu attribuer le rôle de coordinateur de l'ASEAN pour les relations avec l'Union européenne jusqu'en 2024.

La deuxième réunion du comité mixte s'est tenue en avril 2022, et a dressé le bilan de la coopération bilatérale en cours dans le cadre de l'APC. Sur les sujets relatifs à la sécurité régionale, par exemple le différend en mer de Chine méridionale, l'Union européenne et les Philippines se sont accordées sur la nécessité de solutions pacifiques et inclusives aux conflits, dans le respect des principes du droit international et de la charte des Nations unies. Les deux délégations ont discuté de l'adoption des résolutions portant sur ces questions lors de la session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations unies sur l'Ukraine ainsi qu'au sein du Conseil des Droits de l'homme, qui a condamné l'agression russe contre l'Ukraine.

L'Union est un important bailleur de fonds pour les Philippines, avec un apport de 325 millions d'euros pour la période 2014-2020. Elle concentre ses efforts sur l'état de droit et la croissance inclusive. Le [programme indicatif pluriannuel 2021-2027 de l'Union](#) poursuivra la politique de coopération globale menée par l'Union. Les échanges bilatéraux de biens entre l'Union et les Philippines se sont élevés à 12,3 milliards d'euros en 2020, faisant de l'Union le quatrième partenaire commercial des Philippines, puisqu'elle représentait 8,4 % de l'ensemble des échanges de ce pays en 2020. Les négociations en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union et les Philippines ont démarré en décembre 2015 et un premier cycle s'est tenu en mai 2016. Ces négociations ont couvert un large éventail de questions, notamment les droits de douane, les obstacles non tarifaires au commerce, les échanges de services et les investissements, ainsi que les aspects commerciaux des marchés publics, de la propriété intellectuelle, de la concurrence et du développement durable.

En mai 2016, Rodrigo Duterte a remporté l'élection présidentielle. Il a adopté des mesures controversées contre le trafic de drogue, assorties de l'ordre de «tirer pour tuer», qui ont conduit à de graves violations des Droits de l'homme. Duterte a réorienté la politique étrangère des Philippines en nouant une nouvelle alliance avec la Chine



et la Russie, malgré des désaccords concernant la mer de Chine méridionale, les Philippines étant au nombre des États de l'ASEAN opposés à la Chine dans ce litige. L'Union a soutenu le processus de paix de Mindanao et s'est félicitée du déroulement pacifique du référendum début 2019.

L'Union est de plus en plus préoccupée par les violations des Droits de l'homme, en particulier les exécutions sommaires liées à la «guerre contre la drogue» et à la loi antiterroriste adoptée en juillet 2020. Les Philippines bénéficiant depuis décembre 2014 du système de préférences généralisées SPG+ de l'Union européenne, cette dernière a rappelé au pays qu'il s'est engagé, dans ce cadre, à ratifier et à mettre en application 27 conventions internationales majeures sur les Droits de l'homme et les droits des travailleurs.

Dans une résolution de septembre 2020, le Parlement a demandé instamment à l'Union européenne et à ses États membres d'engager sans délai les étapes de la procédure qui pourrait conduire à une suppression temporaire des préférences SPG+. Aucune suite n'a été donnée à cette demande jusqu'à présent.

Une élection présidentielle s'est tenue en mai 2022. Le nouveau président philippin est Ferdinand «Bongbong» Marcos Jr et la nouvelle Vice-présidente est Sara Duterte, fille du président sortant. Le 30 juin 2022, dans son discours d'investiture, le président Ferdinand Marcos Jr a promis d'accorder la priorité aux objectifs politiques à court terme concernant l'agriculture, les infrastructures et les investissements. Dans le même temps, on s'attend à une concurrence redoublée entre le Japon et la Chine pour soutenir les projets ambitieux de nouvelles voies ferrées. Contrairement à Rodrigo Duterte, Ferdinand Marcos Jr a l'intention de mener une politique diplomatique plus équilibrée entre Pékin et Washington. Il devrait participer au sommet UE-ASEAN de décembre 2022 à Bruxelles.

En février 2022, le Parlement a adopté [une résolution](#) qui condamne fermement les milliers d'exécutions extrajudiciaires et autres violations graves des Droits de l'homme liées à la «guerre contre la drogue» menée par le président Rodrigo Duterte. Les députés ont également condamné toutes les intimidations et formes de violence contre ceux qui cherchent à révéler des allégations de tels abus dans le pays. Par ailleurs, les [parlementaires de l'ASEAN en faveur des Droits de l'homme](#) ont réclamé la libération immédiate et inconditionnelle de la sénatrice philippine Leila De Lima, une des plus féroces opposantes de Rodrigo Duterte.

F. Viêt Nam

Les relations entre l'Union européenne et le Viêt Nam reposent sur un accord de partenariat et de coopération adopté en 2016. Les sommes allouées pour la période 2014-2020 s'élèvent à 400 millions d'euros, principalement en faveur de la bonne gouvernance, de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique, en particulier dans le delta du Mékong. Le [programme indicatif pluriannuel 2021-2027 de l'Union](#) pour le Viêt Nam aborde des questions cruciales et des domaines clés pour le pays.

L'Union et le Viêt Nam ont signé un ALE et un accord de protection des investissements (API) en juin 2019. Le Parlement a ensuite donné son approbation à ces deux accords en février 2020 et l'ALE est entré en vigueur en août 2020. L'ALE prévoit la suppression immédiate de 65 % des droits de douane sur les exportations de l'Union vers le



Viêt Nam et de 71 % de ces droits sur les importations en provenance du Viêt Nam. La commission du commerce international du Parlement européen suit la mise en œuvre de l’ALE. L’API entrera en vigueur lorsqu’il sera ratifié par tous les États membres de l’Union.

Les échanges de biens entre l’Union et le Viêt Nam se sont élevés à 43,2 milliards d’euros en 2020, tandis que les IDE de l’Union au Viêt Nam ont atteint 6,1 milliards d’euros en 2019.

En octobre 2019, l’Union et le Viêt Nam ont signé un accord-cadre de participation en vue d’établir un cadre juridique pour la participation du Viêt Nam à des opérations de gestion de crise menées par l’Union européenne.

La situation globale en matière de Droits de l’homme au Viêt Nam est en pleine détérioration et la pandémie de COVID-19 ne fait qu’aggraver cette tendance. Il en va de même pour la liberté d’expression, puisque la répression envers les dissidents s’intensifie et que les arrestations pour motifs d’activités «antiétatiques» se font de plus en plus nombreuses. En 2020, des dizaines de personnes ont été poursuivies pour activisme, des journalistes ont été arrêtés et les peines de prison en vertu des lois sur la sécurité nationale ont été renforcées. Le Viêt Nam demeure un État communiste unipartite sans liberté politique. En mai 2021, au cœur de la pandémie de COVID-19, le pays a organisé des élections législatives pour élire la 15^e Assemblée nationale et les conseils populaires locaux. Le parti communiste vietnamien a remporté les élections, gardant la mainmise sur les médias et le processus électoral, aucune agence indépendante ne supervisant les scrutins. Ce processus électoral, contrôlé intégralement par l’État, a éliminé 64 des 75 candidats autodésignés et a conduit à l’arrestation de deux candidats indépendants.

Le Viêt Nam est l’un des exemples les plus aboutis de transition d’un système économique communiste défaillant à une économie de marché ouverte. Il est l’un des pays de la région de l’ASEAN qui affiche la croissance la plus rapide, avec un taux de croissance moyen du PIB de près de 7 % entre 2010 et 2020.

En janvier 2021, le [Parlement a adopté une résolution](#) concernant le Viêt Nam, dans laquelle il exigeait la libération immédiate et inconditionnelle de tous les journalistes et défenseurs des Droits de l’homme, et condamnait le recours abusif aux dispositions légales répressives limitant les droits et libertés fondamentaux. Il y invitait également le gouvernement à permettre l’activité des médias indépendants et plaidait en faveur de la mise en place d’un mécanisme indépendant de surveillance des Droits de l’homme.

En 2021, le Viet Nâm se classait 178^e sur 180 pays dans le [classement mondial de la liberté de la presse](#);

En poste depuis plus de dix ans, le chef du parti communiste vietnamien, Nguyễn Phú Trọng, a instauré une politique stricte de lutte contre la corruption. En juin 2022, le ministre de la santé du pays, Nguyễn Thanh Long, et le maire de Hanoi, Chu Ngọc Anh, ont été démis de leurs fonctions et arrêtés sur la base d’allégations de fraude portant sur un montant de 169 millions d’euros concernant des kits de dépistage de la COVID-19. D’autres hauts fonctionnaires ont également été arrêtés. Le Viêt



Nam a gagné plus de 30 places dans l'[indice de perception de la corruption 2021](#) de Transparency International, où il se classe 87^e sur 180 pays.

G. Thaïlande

Le partenariat UE-Thaïlande repose sur l'accord-cadre de 1980 et la coopération UE-Thaïlande sur l'accord de coopération UE-ASEAN de 1980. Les deux parties ont mené à bien les négociations en vue d'un accord de partenariat et de coopération (APC) en mars 2013, mais le processus de signature de l'accord a été suspendu à la suite du coup d'État militaire de 2014.

Le 2 septembre 2022, l'Union et la Thaïlande ont finalisé le texte de l'APC UE-Thaïlande, clôturant ainsi le processus de négociation. L'APC renforcera le dialogue politique et la coopération dans un grand nombre de domaines stratégiques, notamment l'environnement, l'énergie, le changement climatique, les transports, les sciences et la technologie, le commerce, l'emploi et les affaires sociales, les Droits de l'homme, l'éducation, l'agriculture, la non-prolifération, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, ainsi que les migrations et la culture.

Des dispositions sont également prises en vue de relancer les négociations autour d'un ALE ambitieux et complet entre l'Union et la Thaïlande. Les négociations ont repris en août 2021 après leur interruption brutale en 2014, à la suite du coup d'État militaire. L'Union est l'un des plus gros marchés d'exportation de la Thaïlande, qui est elle-même l'un de ses principaux partenaires commerciaux au sein de la région de l'ASEAN. En 2020, les échanges commerciaux bilatéraux se sont élevés à 29 milliards d'euros. Le ministre du commerce thaïlandais et ses homologues européens ont rouvert les premières négociations commerciales en juin 2021.

Depuis 2014, l'armée a réprimé l'opposition en imposant la loi martiale, et des violations des Droits de l'homme ont été constatées. Le roi Maha Vajiralongkorn a été couronné en mai 2019. Les élections législatives de mars 2019 ont été remportées par le parti proche de l'armée, mais des voix se sont élevées pour dénoncer des manipulations. Prayuth Chan-ocha, déjà Premier ministre de 2014 à 2019 lorsque le Conseil national pour le maintien de la paix et de l'ordre (NCPO) dirigeait le pays, a été nommé Premier ministre en juin 2019. Bien qu'il ait été mis fin au régime militaire en juillet 2019, les militaires disposent toujours d'une certaine influence sur le gouvernement.

La [Cour constitutionnelle](#) thaïlandaise avait précédemment décidé de suspendre le Premier ministre Prayuth Chan-ocha, car il aurait dépassé les limites de son mandat, huit ans après son arrivée au pouvoir lors d'un coup d'État en 2014. Toutefois, dans sa [décision finale du 30 septembre 2022, la Cour constitutionnelle](#) a jugé que le Premier ministre Prayuth Chan-ocha n'avait pas atteint la limite des huit ans de mandat.

En Thaïlande, les manifestations contre le gouvernement militaire réclament également une réforme de la monarchie. En février 2020, la première vague de manifestations a été déclenchée par la décision de la Cour constitutionnelle de dissoudre le Parti du nouvel avenir, une formation d'opposition populaire parmi les jeunes, qui a obtenu le troisième plus grand nombre de sièges à la Chambre des représentants à l'issue des élections de mars 2019. Le gouvernement thaïlandais a déclaré l'état d'urgence en octobre 2020, se réservant le droit d'imposer un couvre-feu et une loi martiale. En septembre 2021, le gouvernement thaïlandais a prolongé l'état d'urgence pour la



quatorzième fois, jusqu'à la fin du mois de novembre 2021. Malgré le nombre élevé de cas de COVID-19, le Premier ministre thaïlandais a annoncé le 11 octobre 2021 ses projets de réouverture du pays aux touristes vaccinés en provenance de certains pays à partir de novembre 2021. Bien que la prolongation de l'état d'urgence et l'augmentation des poursuites contre des manifestants pour crime de lèse-majesté aient mis un frein aux contestations, le mouvement étudiant se mobilise toujours régulièrement.

En janvier 2020, à Kuala Lumpur, la Thaïlande a officiellement entamé un processus de paix avec les groupes d'insurgés dans les provinces du Sud du pays, à majorité musulmane. La Malaisie est intervenue dans les négociations en qualité de médiateur. En dépit du cessez-le-feu déclaré en avril 2020, des bombardements ont tout de même eu lieu en 2021 et 2022.

En septembre 2021, le parlement thaïlandais a donné son approbation initiale pour une loi sur la suppression de la torture et des disparitions forcées et sur la protection face à celles-ci, après avoir retardé pendant 14 ans l'introduction de cette loi qui aurait dû faire suite à la signature en 2007 de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le Parlement a adopté bon nombre de résolutions sur les Droits de l'homme, les travailleurs migrants et le droit du travail en Thaïlande.

H. Cambodge

Les relations de l'Union avec le Cambodge remontent à l'accord de coopération de 1977. L'Union est le premier bailleur de fonds du Cambodge, avec une enveloppe de 410 millions d'euros pour la période 2014-2020, destinée à renforcer la gouvernance et l'état de droit, ainsi qu'à aider le tribunal chargé de juger les Khmers rouges. [Le programme indicatif pluriannuel 2021-2027 de l'Union en faveur du Cambodge](#) prévoit une aide de 510 millions de dollars pour aider le pays à stimuler son développement économique. En 2020, le volume total des échanges de biens entre les deux partenaires s'est élevé à 4,3 milliards d'euros. L'Union européenne est le troisième partenaire commercial du Cambodge, après la Chine et les États-Unis, et représente 10,6 % de l'ensemble des échanges du pays.

Des années de guerre civile ont fait du Cambodge l'un des États les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. En 1993, à la suite des accords de paix de Paris (1991), le Cambodge a adopté une constitution qui a ouvert la voie à un État démocratique et multipartite libéral. En février 2018, le Conseil a adopté des conclusions sur le Cambodge en raison de l'évolution de la situation politique et de la détérioration continue de la démocratie dans le pays.

Hun Sen, le Premier ministre, et son Parti du peuple cambodgien (CPP), au pouvoir, ont remporté les élections législatives de juillet 2018, bien que l'opposition ait dénoncé le processus électoral comme n'ayant été ni libre ni équitable. Kem Sokha, chef du Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), formation d'opposition, a été arrêté en septembre 2017 et Sam Rainsy, ancien chef du PSNC, s'est exilé en 2015. Le PSNC a été dissous en novembre 2017. En mars 2021, un tribunal municipal de Phnom Penh a condamné Sam Rainsy à 25 ans de prison pour un prétendu complot visant à renverser le gouvernement du Premier ministre Hun Sen. Il l'a également privé du droit de vote et



d'éligibilité. Huit autres responsables politiques de l'ex-PSNC ont été condamnés par contumace à de longues peines de prison.

En février 2020, la Commission a décidé de retirer une partie des préférences tarifaires accordées au Cambodge dans le cadre du régime commercial «Tout sauf les armes», en raison des violations graves et systématiques des principes des Droits de l'homme consacrés par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La nouvelle législation a pris effet en août 2020. L'économie cambodgienne dépend de l'aide internationale et des exportations textiles et est particulièrement exposée aux fluctuations des coûts de la main-d'œuvre. Le retrait des préférences tarifaires et leur remplacement par les droits de douane normaux de l'Union touchent principalement les secteurs de l'habillement et de la fabrication de chaussures. Le retrait représente environ un cinquième des exportations annuelles du Cambodge vers l'Union, ce qui correspond à un montant de 1 milliard d'euros.

En [septembre 2017, le Parlement européen a adopté une résolution](#) dans laquelle il appelle le gouvernement cambodgien à mettre fin aux poursuites engagées à l'encontre de Kem Sokha pour des raisons politiques. En [septembre 2018, il a de nouveau adopté une résolution](#) demandant l'abandon de toutes les charges retenues contre Kem Sokha.

En mars 2021, le Parlement a adopté [une résolution](#) condamnant l'escalade des violations des Droits de l'homme au Cambodge ainsi que les actions répressives menées sous couvert de protection contre la COVID-19. Il invite les forces de sécurité à s'abstenir de toute force inutile et excessive à l'encontre des manifestants pacifiques et à cesser toute forme de harcèlement, y compris le harcèlement judiciaire.

En février 2022, le gouvernement a reporté l'entrée en vigueur d'un «portail internet national», un projet controversé qui reviendrait à faire passer l'intégralité du trafic internet du pays par un pare-feu, à l'image de ce qui existe en Chine. Le gouvernement a justifié le report par des retards liés à la pandémie et a nié tout lien avec de vives critiques de la part des défenseurs de la liberté d'expression.

Un tribunal cambodgien a condamné 20 personnalités politiques et militants de l'opposition dans le cadre d'un procès [décrit par Human Rights Watch](#) comme une «chasse aux sorcières». Parmi les personnes condamnées lors du jugement de mars 2022 figurent les dirigeants de l'opposition en exil Sam Rainsy, Eng Chai Eang et Mu Sochua, entre autres. Le [Parlement européen a demandé l'abandon inconditionnel des charges](#). En mai 2022, le Parlement a adopté une [résolution sur la répression exercée sans relâche contre l'opposition politique au Cambodge](#).

I. Singapour

L'Union européenne et Singapour coopèrent de façon très étroite dans les domaines du commerce, des sciences et de la technologie. En février 2019, l'Union et Singapour ont ratifié trois accords «de nouvelle génération»: l'accord de partenariat et de coopération UE-Singapour, l'accord de libre-échange UE-Singapour et l'accord de protection des investissements (API) UE-Singapour. L'accord de libre-échange avec Singapour est entré en vigueur en novembre 2019. Ces accords visent à renforcer les liens politiques, économiques et commerciaux et permettront de réduire considérablement les droits



de douane. Les barrières techniques et non tarifaires au commerce des biens sont en cours d'élimination dans un grand nombre de secteurs.

En 2021, les échanges de marchandises entre l'Union et Singapour ont atteint 42,9 milliards d'euros, soit une augmentation de 4,5 % par rapport à 2020. Les exportations de l'Union vers Singapour se sont élevées à 27,3 milliards d'euros, tandis que les importations en provenance de Singapour ont atteint 15,6 milliards d'euros. Singapour était, dans le monde, le 20^e partenaire commercial de l'Union en 2021. Les échanges de services entre l'Union et Singapour s'élevaient à 50,3 milliards d'euros en 2020, ce qui a fait de Singapour le cinquième partenaire de l'Union pour le commerce des services. Le total des échanges entre l'Union et Singapour, en comptant les biens et les services, a atteint 91 milliards d'euros en 2020. Singapour était ainsi le premier partenaire commercial de l'Union au sein de l'ASEAN et son 11^e partenaire commercial dans le monde.

Singapour reste une destination importante pour les IDE de l'Union. Fin 2020, les IDE de l'Union à Singapour ont atteint 255,6 milliards d'euros, soit une augmentation de 15,4 % par rapport à 2019. Dans le monde, Singapour était la septième destination des IDE de l'UE et la principale destination pour les investissements au sein de l'ASEAN. Réciproquement, les IDE de Singapour dans l'Union s'élevaient à 150 milliards d'euros en 2020, soit une augmentation significative de 26,6 % par rapport à 2019. Au début du mois de décembre 2021, l'Union et Singapour ont discuté du renforcement du commerce numérique bilatéral, y compris de la promotion d'un partenariat numérique global entre l'Union et Singapour et du renforcement de la coopération en matière d'intelligence artificielle et de gouvernance des données.

Singapour a organisé des élections générales en juillet 2020. Lee Hsien Loong, du Parti d'action populaire (PAP), a obtenu 83 sièges sur 93 au Parlement, tandis que la plus grande formation d'opposition, le Parti des travailleurs, a obtenu son meilleur résultat à ce jour en remportant 10 sièges. Le PAP, qui n'a jamais perdu d'élection, est à la tête de la cité-État depuis 1959. Le Premier ministre Lee Hsien Loong a toujours dit qu'il céderait le pouvoir avant ses 70 ans, c'est-à-dire en 2022. Le 8 avril 2021, le vice-premier ministre Heng Swee Keat, alors successeur désigné de Lee Hsien Loong, a annoncé qu'il renonçait à cette fonction. Lawrence Wong est devenu le nouveau chef du PAP, le parti au pouvoir et, par conséquent, le Premier ministre adjoint. Il devrait succéder au Premier ministre Lee Hsien Loong lors des prochaines élections législatives, prévues pour 2025.

La priorité du Premier ministre Lee Hsien Loong est la lutte contre la pandémie de COVID-19 et les défis économiques qu'elle représente, ainsi que la reprise du pays. En octobre 2021, le gouvernement a annoncé l'ouverture du pays, à compter de ce même mois, pour des séjours sans quarantaine aux personnes intégralement vaccinées en provenance de huit pays, dont certains pays de l'Union.

En octobre 2021, le Parlement singapourien a voté la loi sur l'ingérence étrangère — Contre-mesures, qui cherche à empêcher toute intrusion étrangère dans la politique intérieure du pays. Le Parlement européen, en plus de soutenir l'action de la société civile, réclame l'abolition de la peine de mort.



En juin 2022, le ministre des finances et vice-Premier ministre, Lawrence Wong, a annoncé un train de mesures de soutien d'un montant de 1,1 milliard de dollars afin d'atténuer les pressions sur le coût de la vie. M. Wong a déclaré que cette décision était tout particulièrement destinée à venir en aide aux catégories sociales à faibles revenus, étant donné que Singapour est en proie à une inflation élevée. Parmi les principaux facteurs à l'origine de la flambée des prix figurent la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, les prix élevés des matières premières et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Singapour a renforcé sa politique monétaire à trois reprises depuis octobre 2021.

J. Brunei

C'est le sultan de Brunei, Hassanal Bolkiah, qui règne sur l'État, mais le prince Billah Bolkiah qui assume la plus grande partie des responsabilités. Le régime est autoritaire. En 2014, le code pénal a été modifié et repose désormais sur la charia. En avril 2019, un code pénal a été promulgué, qui prévoit de nouvelles sanctions telles que la lapidation en cas de relations homosexuelles ou d'adultère et l'amputation en cas de vol. Face au tollé international qui s'en est suivi, le Brunei a étendu son moratoire sur la peine de mort.

L'Union européenne s'emploie activement à renforcer ses relations avec le Brunei, mais il n'existe pas d'accord-cadre. Un accord de partenariat et de coopération UE-Brunei est en cours de négociation et portera sur une série de domaines politiques et économiques. En 2020, le volume total des échanges de biens entre le Brunei et l'Union s'est élevé à 153 millions d'euros, avec un excédent de 142 millions d'euros en faveur de l'Union. Les échanges entre l'Union et le Brunei concernent principalement les machines, les véhicules à moteur et les produits chimiques.

Les relations entre l'Union et le Brunei passent principalement par l'ASEAN, dont le Brunei a assuré la présidence en 2021, sur le thème «Nous nous soucions, nous nous préparons et nous prospérons». En août 2021, Erywan Yusof, ministre adjoint des affaires étrangères du Brunei, a été nommé envoyé spécial de l'ASEAN au Myanmar/ en Birmanie, avec pour mission d'être le médiateur entre l'ASEAN

Le Parlement a adopté en avril 2019 [une résolution dans laquelle il condamne fermement l'entrée en vigueur du code pénal fondé sur la charia](#). Il a réaffirmé sa condamnation de la peine de mort et souligné que les dispositions du code pénal fondé sur la charia contreviennent aux obligations du Brunei en vertu du droit international relatif aux Droits de l'homme.

Les tensions entre la Chine et les requérants d'Asie du Sud-Est dans les différends territoriaux en mer de Chine méridionale ont augmenté en 2022. Bien que le Brunei soit resté silencieux jusqu'à présent, il a fait sa toute première déclaration unilatérale sur la mer de Chine méridionale en juillet 2022, en tant que pays ayant des revendications concurrentes. Toutefois, la politique du Brunei évite une approche conflictuelle avec la Chine sur le différend en mer de Chine méridionale, par crainte de nuire aux liens économiques bilatéraux.

Le sultan du Brunei a annoncé un remaniement ministériel précoce en juin 2022. Le sultan conserve le poste de Premier ministre et les portefeuilles de la défense, des



affaires étrangères ainsi que des finances et de l'économie. Pour la première fois, une femme a été nommée ministre (chargée de l'éducation).

K. Laos

Les relations entre l'Union européenne et le Laos sont fondées sur un accord de coopération de 1997. L'Union a accordé plus de 500 millions d'euros au Laos pour la période 2016-2020 en vue de soutenir son huitième plan national de développement socio-économique, lequel mettait l'accent sur l'augmentation de la croissance économique et comprenait l'objectif global d'une sortie de la liste des pays les moins avancés à l'horizon 2020. En mars 2021, l'Union, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé, a octroyé 2,8 millions d'euros au système de santé laotien afin de renforcer sa capacité de préparation et de réponse à la COVID-19 et à d'autres pandémies.

En octobre 2021, le pays a lancé sa première plateforme numérique nationale d'enseignement et d'apprentissage, grâce au soutien de l'Union, de l'Unicef et du Partenariat mondial pour l'éducation, afin de faciliter l'enseignement à distance pour les étudiants et les enseignants pendant la pandémie de COVID-19. [Le programme indicatif pluriannuel 2021-2027 de l'Union en faveur du Laos](#) prévoit une dotation indicative totale de 83 millions d'euros pour la première phase 2021-2024.

L'Union européenne est le quatrième partenaire commercial du Laos (après la Thaïlande, la Chine et le Viêt Nam) et représente 3,6 % de l'ensemble des échanges du pays. Le total des échanges commerciaux entre l'Union et le Laos s'est élevé à 436 millions d'euros en 2020. En dépit de réformes économiques, le pays reste pauvre et continue de dépendre de l'aide internationale. En tant que pays parmi les moins avancés, le Laos bénéficie du régime commercial «Tout sauf les armes» accordé par l'Union.

Le Laos est un État unipartite. Le Parti révolutionnaire populaire lao (LPRP), au pouvoir depuis la fin de la guerre civile en 1975, dirige le pays d'une main de fer et ne permet à aucune opposition de remettre cette souveraineté en question. Le Laos a organisé en février 2021 les élections législatives qui ont constitué sa neuvième Assemblée nationale. Sur les 164 sièges que compte celle-ci, 158 sont revenus au Parti révolutionnaire populaire lao, au pouvoir, et six à des candidats indépendants. En mars 2021, lors de l'ouverture de l'Assemblée nationale, le Laos a élu son président en la personne de Thongloun Sisoulith, secrétaire général du LPRP (le parti au pouvoir), qui exerçait les fonctions de Premier ministre depuis avril 2016.

Le Laos approfondit ses relations avec la Chine et avec l'ASEAN dans le but d'attirer des investissements. Les réformes économiques ont débouché sur une croissance économique soutenue, de plus de 7 % depuis 2014. La pandémie de COVID-19 a bousculé cette stratégie en entravant fortement la croissance économique, qui devrait tomber dans une fourchette comprise entre -0,6 et -2,4 % en 2020.

L'Union attache une importance particulière aux Droits de l'homme, notamment à la situation dramatique des personnes déplacées à la suite de la construction d'immenses barrages sur le Mékong. D'un prix équivalent à près d'un tiers du PIB annuel du Laos, une nouvelle ligne ferroviaire de 414 kilomètres reliant la Chine à la capitale Vientiane



a été ouverte début décembre 2021 dans le cadre de l'initiative «une ceinture, une route» de Pékin.

Lors de diverses conférences de l'Organisation internationale du travail, à Genève, l'Union a invité le Laos à s'attaquer au problème de l'exploitation sexuelle des enfants. En juillet 2022, l'Union a fait part de ses préoccupations quant à l'absence de progrès dans la lutte contre les violations des Droits de l'homme commises de longue date au Laos et a exhorté les autorités à respecter les obligations du pays en matière de Droits de l'homme au titre de la Fédération internationale des Droits de l'homme et de son organisation membre, le Mouvement lao pour les Droits de l'homme. Ces deux organisations ont publié un document d'information qui résume l'évolution des Droits de l'homme au Laos. La dernière session en date du [dialogue UE-Myanmar/Birmanie sur les Droits de l'homme](#) s'est tenue en juillet 2022.

L. Malaisie

L'Union européenne et la Malaisie ont achevé en décembre 2015 les négociations relatives à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération. Les négociations sur un ALE UE-Malaisie ont été suspendues en avril 2012 à la demande de la Malaisie, après sept cycles de négociation. En mars 2017, le Conseil a demandé à la Commission et à la haute représentante de réviser l'accord proposé et de le transformer en accord «mixte». L'Union et la Malaisie ont discuté de l'insertion de nouvelles dispositions et en ont convenu sur le principe, de sorte que la signature de l'accord est attendue sous peu. Deux accords sont en cours de négociation: un ALE et un accord de partenariat volontaire en ce qui concerne l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux. En mai 2022, la Commission a publié le [rapport final](#) de l'analyse de l'impact sur le développement durable, qui va dans le sens des négociations de l'ALE.

L'Union est un partenaire commercial important et un grand investisseur en Malaisie, dont l'économie émergente offre à l'Union des possibilités commerciales attrayantes. Les échanges commerciaux entre l'Union et la Malaisie sont en expansion et ont augmenté de plus de 50 % depuis 2010. En 2020, la Malaisie était le 20^e partenaire commercial de l'Union, tandis que l'Union était le cinquième partenaire commercial de la Malaisie. La Malaisie est le troisième marché de l'ASEAN pour l'Union après Singapour et le Viêt Nam.

L'Union représentait 8,1 % du total des échanges commerciaux de la Malaisie en 2021. Les importations vers l'Union en provenance de Malaisie ont progressivement augmenté pour atteindre 29,2 milliards d'euros en 2021, tandis que les exportations depuis l'Union vers la Malaisie se étaient de 11,8 milliards d'euros. L'excédent commercial global de la Malaisie avec l'Union n'a cessé d'augmenter au fil des ans pour atteindre 17,4 milliards d'euros en 2021. À la suite des politiques de libéralisation adoptées en Malaisie et des perspectives d'un ALE, les IDE de l'Union en Malaisie ont augmenté pour atteindre 27,8 milliards d'euros en 2020. Les échanges bilatéraux entre l'Union et la Malaisie sont dominés par les produits industriels, qui représentent plus de 90 % des échanges. En mars 2019, la Commission a annoncé que, au titre de la directive sur les sources d'énergie renouvelables, qui prévoit un objectif de 32 % de bioénergies durables, il serait progressivement mis fin à l'utilisation de l'huile de palme



dans les carburants destinés au transport. L'Indonésie et la Malaisie ont protesté et porté l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En janvier 2021, la Malaisie, deuxième producteur mondial d'huile de palme, a suivi l'exemple de l'Indonésie en déposant une plainte auprès de l'OMC en ce qui concerne les règles de l'Union européenne sur les biocarburants. En janvier 2021, le gouvernement malaisien a annoncé qu'il engageait une action en justice à l'encontre de deux États membres de l'Union, la France et la Lituanie, pour avoir restreint les biocarburants à base d'huile de palme. Malgré le rejet par l'Union en avril 2021 de la demande de la Malaisie portant sur la création d'un groupe spécial pour le différend relatif aux biocarburants, l'OMS a finalement approuvé en mai 2021 la demande de la Malaisie d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner le droit de l'Union. En octobre 2021, le Conseil a adopté des [conclusions](#) relatives à la liste révisée de l'Union des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales. Pour la première fois, la Malaisie a été ajoutée à la liste grise de l'annexe II. Bien que l'huile de palme soit considérée comme un problème majeur dans les négociations relatives à l'ALE entre l'Union et la Malaisie, elle représente en fait moins de 5 % des importations de l'Union en provenance de Malaisie, et les statistiques du Conseil malaisien de l'huile de palme en 2019 indiquent également que les restrictions imposées par l'Union à l'huile de palme n'affecteront que 0,04 % de la production annuelle de la Malaisie. Néanmoins, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a causé une pénurie mondiale d'huile alimentaire, qui pourrait aider la Malaisie à regagner des parts sur le marché de l'huile de palme dans l'Union. Comme l'a souligné le ministre malaisien des industries de la plantation et des produits de base en mai 2022, la demande d'huile alimentaire globale de l'Union devrait augmenter dans un avenir proche en raison des difficultés dans l'approvisionnement en huile de tournesol et de soja.

Lors des élections législatives de mai 2018, la coalition Barisan Nasional (BN), qui compte dans ses rangs l'Organisation nationale des Malais unis (UMNO), a essuyé une défaite pour la première fois de son histoire. Le Premier ministre Mahathir Mohamad, chef du Pakatan Harapan (Alliance de l'espoir), a remplacé Najib Razak, qui a encouru une peine de prison de douze ans dans une procédure en attente d'appel. En novembre 2019, la coalition d'opposition BN a remporté une élection partielle, ce qui a entraîné la chute du gouvernement du Premier ministre Mahathir Mohamad. En mars 2020, fort du soutien de l'UMNO, Muhyiddin Yassin, président du Parti unifié indigène de Malaisie (PPBM), a prêté serment devant le roi Abdullah, en tant que Premier ministre dirigeant la nouvelle coalition Perikatan Nasional (PN). Toutefois, en octobre 2020, le chef de l'opposition, Anwar Ibrahim, a rencontré le roi Sultan Abdullah Sultan Ahmad Shah afin de lui prouver qu'il disposait d'une majorité parlementaire suffisante et il a demandé au Premier ministre Muhyiddin Yassin de démissionner.

Le roi a rejeté la proposition de M. Ibrahim, cependant, au cœur d'une crise politique profonde, le Premier ministre Muhyiddin Yassin a décidé de quitter ses fonctions le 16 août 2021 après avoir perdu le soutien de la majorité au parlement. Le roi est intervenu pour se charger de la succession du Premier ministre et a une fois encore fait usage de son pouvoir constitutionnel. Le 21 août 2021, il a nommé Ismail Sabri au poste de Premier ministre, soit le neuvième de l'histoire de la Malaisie et le troisième de



ce quinquennat. Les prochaines élections législatives en Malaisie sont prévues pour 2023.

Dans ses résolutions, le Parlement européen condamne la peine de mort, la violation des droits des personnes LGBTI, la répression de l'expression du mécontentement public ainsi que le manque de possibilités d'expression pacifique, notamment de débat public.

En juin 2022, le gouvernement malaisien a annoncé qu'il abolirait la peine de mort obligatoire. Il s'agit d'un pas en avant et d'une décision exemplaire dans la région. L'Union a encouragé les autorités du pays à prendre des mesures concrètes pour transposer rapidement l'accord dans la loi.

Jorge Soutullo / Samuel Cantell / Cristina Stanculescu / Airis Meier
10/2022

